

Société émettrice :

SNCF RESEAU SA

REFERENTIEL GESTION FINANCES

ORGANISATION ET METHODE

Exigences spécifiques au processus de qualification dans le domaine de prestations de sécurité logistique

Ce document complète le référentiel GF01106 « Qualification et suivi des entreprises dans le domaine des projets d'infrastructure ferroviaires » et en précise l'application pour le domaine des prestations sécurité logistique.

IG00368
(AG 4 B 1)

Édition du 25 Avril 2021

Version n° 03 du 5 Septembre 2022

Applicable dès réception

Référence article : IG00368 - 250421 - 03C

Émetteur : DGII - Direction Qualité Sécurité - PEP

Périmètre d'application :

IG00368



COPIE non tenue à jour du 11/10/2022

Sommaire

1.	PREAMBULE.....	1
2.	OBJET.....	2
3.	DECLINAISON.....	2
4.	TEXTES CITES	2
5.	DESCRIPTION DES SEGMENTS DE QUALIFICATIONS.....	3
5.1.	Domaine 05 : Prestations d’annonce des circulations	3
5.2.	Domaine 08 : Prestations fixes	4
5.2.1.	Qualification 08230 « Prestation de dépose/repose d’IES sur chantier voie » ..	4
5.2.2.	Qualification 08300 « Prestataire S9 »	5
5.2.3.	Qualification 08402 « Garde Passage à Niveau en Travaux ».....	6
5.3.	Domaine 09 : Prestations mobiles	6
5.3.1.	Sous-domaine 09200 « Prestations trains à l’usage du gestionnaire d’infrastructure »	6
5.3.2.	Qualification 09201 « Opérations au sol »	8
5.3.3.	Qualification 09202 « Traction des trains ».....	8
5.3.4.	Qualification 09203 « Accompagnement des trains-travaux »,.....	8
5.3.5.	Qualification 09301 « Gestion opérationnelle des LAM »	9
6.	PRINCIPES GENERAUX.....	9
7.	EXIGENCES DES SEGMENTS DE QUALIFICATIONS SLG.....	10
7.1.	Pièces constitutives du dossier	10
7.1.1.	Définition de la politique et des objectifs de sécurité.....	10
7.1.2.	Processus de maîtrise des risques.....	10
7.1.3.	Organisation de l’entreprise.....	10
7.1.4.	Gestion documentaire	10
7.1.5.	Veille sécurité	10
7.1.6.	Retour d’Expérience (REX) et amélioration continue.....	11
7.1.7.	Reporting	11
7.1.8.	Audits.....	11
7.1.9.	Plan d’Action Sécurité (PAS).....	11
7.1.10.	Gestion des outillages et agrès	11
7.1.11.	Sous traitance	11
7.1.12.	Formation et compétences.....	11
7.1.13.	Habilitations	12
7.1.14.	Qualité / Environnement	12
7.2.	Complétude du dossier de qualification	12
7.2.1.	Complétude administrative.....	12
7.2.2.	Complétude technique	12
7.3.	Complétude technique : Instruction du dossier	13
7.3.1.	Pré-requis – Activité de l’entreprise	13
7.3.2.	Délai d’instruction	13
7.3.3.	Ordre de traitement des dossiers.....	13
7.3.4.	Périmètre d’instruction	13
7.3.5.	Demande de compléments.....	14
7.3.6.	Visite siège	14

7.3.7. Points d'arrêt – Points d'attention.....	14
7.4. Complétude technique : Suivi d'activité.....	15
7.4.1. Montée en compétence	15
7.4.2. Evalueur	15
7.4.3. Habilitations / Autorisations	15
7.5. Avis technique	16
7.6. Suivi des entreprises durant la période de qualification	16
8. PROCESSUS DE MONTEE EN COMPETENCE	16
8.1. Processus de Montée en compétence.....	16
8.1.1. Prise de connaissance.....	16
8.1.2. Supervision	16
8.1.3. Supervision sous convention de formation	17
8.1.4. Autonomie provisoire sous contrôle	17
8.1.5. Autonomie provisoire sous contrôle sous convention de formation.....	18
8.1.6. Autonomie définitive	18
8.2. Processus de Montée en compétence sous convention de formation	18
8.3. Audit et contrôles.....	19
8.3.1. Entreprise au niveau « Supervision » sur le segment concerné (contrôles sur chaque opérateur de l'entreprise prestataire) :	19
8.3.2. Entreprise au niveau « Autonomie provisoire sous contrôle » sur le segment concerné (contrôles sur l'entreprise prestataire) :	19
8.3.3. Entreprise au niveau « Autonomie définitive » ou qualifiée dans le segment concerné (contrôles sur l'entreprise prestataire) :	20
8.4. Augmentation de montant.....	20
9. SUIVI DES ENTREPRISES QUALIFIEES	21
9.1. Organigramme	21
9.2. Manuel de Gestion de la Sécurité	21
9.3. Activité de l'entreprise qualifiée.....	21
10. RENOUELEMENT DE LA QUALIFICATION – PRESTATIONS DE SECURITE LOGISTIQUES.....	21
11. SEUILS FINANCIERS	21
12. OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE	22
13. COORDONNEES DU SERVICE TECHNIQUE.....	22
ANNEXE 1 NOMENCLATURE DES QUALIFICATIONS ET DES CATEGORIES E@SI, QUALIFICATIONS INDUITES	23
ANNEXE 2 PRINCIPES D'INSTRUCTION	24
ANNEXE 3 INSTRUCTION INITIALE.....	25
ANNEXE 4 INSTRUCTION COMPLEMENTAIRE	26
ANNEXE 5 RENOUELEMENT DE QUALIFICATION	27
ANNEXE 6 REPORTING SECURITE PERIODIQUE.....	28
FICHE D'IDENTIFICATION	29

1. Préambule

Origine de la création du texte

Les référentiels GF01110 « Qualification et suivi des entreprises et des bureaux d'études d'ingénierie dans le domaine des travaux d'infrastructure » et GF01150 « Qualification et suivi des entreprises assurant des prestations liées à la sécurité des travaux ferroviaires » sont remplacés par un nouveau corpus réglementaire composé par :

- Le nouveau référentiel GF01106 « Qualification et suivi des entreprises dans le domaine des projets d'infrastructure ferroviaires » qui décrit les principes et les règles de fonctionnement du système de qualification ;
- Les exigences spécifiques à chaque domaine lié au processus de qualification, à raison d'un document par ensemble homogène de spécialités techniques.

Ces textes intègrent les évolutions récentes de la SNCF, les fondamentaux métiers, les bonnes pratiques et les apports du portail achats e@si pour l'instruction des dossiers de qualification.

Cette évolution vise à faciliter l'adaptation du système de qualification aux évolutions de la politique industrielle de SNCF Réseau en facilitant les modifications ultérieures des documents composant ce nouveau corpus documentaire.

Ces documents sont mis à disposition des entreprises sur le site Internet SNCF.

Objectifs du texte

Ce document complète le référentiel GF01106 « Qualification et suivi des entreprises dans le domaine des projets d'infrastructure ferroviaires » et en précise l'application pour le domaine des prestations sécurité logistique.

Utilisateurs du texte

Ce document est destiné aux entreprises se portant candidates aux qualifications dans le domaine des travaux d'infrastructure ferroviaires, aux personnels SNCF participant à l'instruction des candidatures et aux personnels SNCF utilisateurs du système de qualification.

Résumé des principales évolutions

Modifications apportées par la version 03 du présent texte ;

- Précisions sur les conditions de renouvellement des qualifications,
- Précisions sur les conditions de demande d'augmentation du seuil de commande,
- Précisions sur les pré-requis,
- Précisions sur le nombre d'évaluateurs requis,
- Précisions sur la montée en compétence,
- Ajout du principe de reportings périodiques,

- Ajout d'un chapitre 6 - Principes généraux.
- Ajout d'un chapitre 12 – Obligations du prestataire.

Accompagnement du texte

La mise en application de ce document ne nécessite aucun dispositif d'accompagnement particulier.

2.Objet

Ce document complète le référentiel GF01106 « Qualification et suivi des entreprises dans le domaine des projets d'infrastructure ferroviaires » et en précise l'application pour le domaine des prestations sécurité logistique.

3.Déclinaison

La mise en application du présent document ne nécessite pas de déclinaison en documents régionaux ou locaux.

4.Textes cités

Les documents ci-après, cités dans le présent texte, sont indispensables à sa bonne application.

Les versions des textes cités sont celles applicables à la date d'approbation du présent textes :

MT08143 Livret technique des prestations de Sécurité LoGistique

MT04970 Livret technique des prestations de dépose/repose d'IES sur chantier Voie

IG97914 Livret technique des prestations des trains à l'usage du gestionnaire d'infrastructure

5. Description des segments de qualifications

5.1. Domaine 05 : Prestations d'annonce des circulations

5.1.1.1. Description

Ce domaine de prestations de service concerne les moyens à mettre en œuvre pour la protection du personnel vis-à-vis des circulations ferroviaires. Ces moyens peuvent s'appuyer sur l'annonce manuelle des circulations ou sur des dispositifs automatiques de détection des circulations.

5.1.1.2. Pré-requis

Une entreprise ne peut être attributaire de la qualification 05002 « Mission d'annonce des circulations de type automatique » que si elle est titulaire de la qualification 05001.

Une entreprise ne peut être attributaire de la qualification 05003 « Mission d'annonce des circulations de type DAPR - Dispositif d'Annonce Portatif Radio » que si elle est titulaire de la qualification 05001.

5.1.1.3. Documents

Le document d'application MT08143, livret technique des prestations de sécurité logistiques définit les prescriptions communes (CPC) pour ce domaine de qualification.

5.1.1.4. Personnel chargé de la prestation

Chaque agent de l'entreprise doit être en capacité permanente de présenter à tout contrôle la carte d'autorisation nominative de présence dans les emprises ferroviaires délivrée par l'établissement Infra concerné de SNCF Réseau.

Les missions du prestataire sont réalisées par du personnel habilité aux fonctions de sécurité « agent sécurité du personnel » (à l'exclusion des dispositions relatives au « réalisateur » qui figurent dans cette fonction) et/ou « annonceur/sentinelle », en application :

- De l'article 6 du décret 2006-1279 du 19 octobre 2006 *relatif à la sécurité des circulations ferroviaires et à l'interopérabilité du système ferroviaire* ;
- De l'arrêté du 7 mai 2015 *relatif aux tâches essentielles pour la sécurité ferroviaire autres que la conduite de trains, pris en application des articles 6 et 26 du décret no 2006-1279 du 19 octobre 2006 modifié relatif à la sécurité des circulations ferroviaires et à l'interopérabilité du système ferroviaire* ;
- Des textes OP00485, OP00486, OP00494 sur LGV (respectivement Ex RH0157, Ex RH0158, Ex RH0350...) annexés à l'arrêté du 23 juin 2003 *relatif à la réglementation de sécurité applicable sur le réseau ferré national (Concerne uniquement les dispositions de son article 4 et de celles figurant dans le tableau mentionné à la section 2 « Textes relatifs à la sécurité du personnel sur le réseau ferré national » de son annexe.)* ;

- De l'arrêté du 19 mars 2012 *fixant les objectifs, les méthodes, les indicateurs de sécurité et la réglementation technique de sécurité et d'interopérabilité applicables sur le réseau ferré national.*

5.1.1.5. Matériel possédé par l'entreprise

Pour chacune des qualifications du domaine 05 « Annonce des circulations », le prestataire doit fournir les agrès et les Équipements de Protection Individuelle (E.P.I.) :

- Les dispositifs d'annonce (trompes sonores à grande puissance, trompe ceinture, DAPR, ...)
- Les agrès (torches à flamme rouge et pétards valides, drapeau rouge, drapeau blanc ou bâtons lumineux de nuit)
- Les gilets blancs nécessaires à l'annonce.
- L'entreprise d'annonce fournit également le gilet orange, Classe 2 portant l'inscription indélébile « Agent Sécurité du Personnel » lisible à 10 mètres, destiné à son représentant sur le chantier assurant la fonction d'agent sécurité afin qu'il soit identifié par l'ensemble du personnel.

L'entreprise doit utiliser des types d'outillages et d'agrès qui sont homologués/autorisés par SNCF Réseau et veille à leur bon état de fonctionnement.

5.1.1.6. Sous traitance domaine annonce

Que l'annonce soit manuelle (05001), automatique (05002) ou par DAPR (05003 et 05004), une chaîne d'annonce ne doit comporter que du personnel issu de la même entreprise.

C'est-à-dire qu'il ne doit pas y avoir de mixité d'entreprises au sein d'une même chaîne d'annonce.

5.1.1.7. Particularité de montée en compétence du segment 05003

Pour prétendre à une qualification sur le segment 05003, une entreprise doit être préalablement qualifiée en annonce manuelle des circulations 05001. Pour ce segment particulier, l'entreprise peut débiter sa montée en compétence au niveau d'autonomie provisoire sous contrôle dès son 1^{er} chantier d'annonce automatique type DAPR 05003.

5.2. Domaine 08 : Prestations fixes

5.2.1. Qualification 08230 « Prestation de dépose/repose d'IES sur chantier voie »

5.2.1.1. Description

La prestation de service objet de cette qualification consiste pour SNCF Réseau à confier la dépose et la repose, sur chantier voie, en autonomie, d'installations électriques de signalisation avec vérifications techniques et essais de fonctionnement à une entreprise externe qualifiée 08230.

Le livret technique MT04970 « Livret Technique prestations de dépose/repose d'IES sur chantier Voie » définit les exigences spécifiques pour cette qualification.

5.2.1.2.

Prérequis à l'attribution de la qualification

Une entreprise ne peut être attributaire de la qualification 08230 que si elle est titulaire d'une des qualifications des sous-domaines 01010, 01110 ou 03200 et du domaine 05 de la GF01106.

5.2.1.3.

Personnel chargé de la prestation

Les missions du prestataire sont réalisées par du personnel habilité aux Tâches Essentielles de Sécurité TES M « *Assurer, en l'absence de dispositif automatique d'annonce, l'annonce des trains* » à minima sur le périmètre ASP seul et TES D « *Intervenir sur les composants critiques de l'infrastructure ferroviaire ayant un impact sur la sécurité des circulations* » limitées au périmètre de compétence de la prestation demandée (HMT SE niveau 1 ou niveau 2), en application :

- De l'article 6 du décret 2006-1279 du 19 octobre 2006 *relatif à la sécurité des circulations ferroviaires et à l'interopérabilité du système ferroviaire* ;
- De l'arrêté du 07 mai 2015 *relatif aux tâches essentielles de sécurité pour la sécurité ferroviaire autres que la conduite des trains* ;
- De l'arrêté du 19 mars 2012 *fixant les objectifs, les méthodes, les indicateurs de sécurité et la réglementation technique de sécurité et d'interopérabilité applicables sur le réseau ferré national*.

Chaque agent de l'entreprise doit être en capacité permanente de présenter à tout contrôle le titre d'habilitation nominatif relatif à la fonction exercée.

5.2.1.4.

Matériel à détenir par l'entreprise

Le prestataire devra détenir le matériel spécifique nécessaire à la réalisation des opérations : outillage et appareils de mesure homologués.

5.2.2. Qualification 08300 « Prestataire S9 »

5.2.2.1.

Description

La prestation de service objet de cette qualification consiste pour SNCF Réseau à confier la mise en œuvre de mesures complémentaires pour le compte du RPTx et/ou de CCh (bouclage de DFV, de repérage de points particuliers, ...).

Il s'agit donc d'une mission de sécurité tant du point de vue sécurité du personnel, que des circulations.

Le document d'application MT08143 Livret technique des prestations « Prestations de sécurité connexes » définit les prescriptions pour cette qualification.

5.2.2.2.

Personnel chargé de la prestation

Les opérateurs intervenant dans le cadre de cette prestation doivent être habilités TES M, à minima sur le périmètre ASP seul.

L'habilitation TES M intègre certaines compétences théoriques (déplacement seul dans les emprises ferroviaires, définition de la zone dangereuse, détection d'un engagement de gabarit, ...).

5.2.3. Qualification 08402 « Garde Passage à Niveau en Travaux »

5.2.3.1. Description

La prestation de service objet de cette qualification consiste pour SNCF Réseau à utiliser des dispositifs de PN à SAL dans le cadre de travaux pour l'écoulement de la circulation routière. C'est une compétence de l'Intervenant PN.

Il s'agit donc d'une mission de sécurité tant du point de vue de la sécurité des circulations que du personnel et des tiers.

Le document d'application MT08143 Livret technique des prestations « Prestations de sécurité connexes » définit les prescriptions pour cette qualification.

5.2.3.2. Personnel chargé de la prestation

Les opérateurs intervenant dans le cadre de cette prestation doivent être habilités à la TES M, à minima sur le périmètre ASP seul et à la TES F dans la fonction agent PN en travaux de l'arrêté TES du 07 mai 2015.

5.3. Domaine 09 : Prestations mobiles

5.3.1. Sous-domaine 09200 « Prestations trains à l'usage du gestionnaire d'infrastructure »

5.3.1.1. Description

Les prestations de service objet de ce sous-domaine consistent pour SNCF Réseau à confier la réalisation de différentes tâches de sécurité (TES et TSAE) relatives à ses convois utilisés dans le cadre d'un processus-travaux, en ligne exploitée, à une entreprise externe qualifiée 0920x.

Le livret technique IG97914 « Prestations trains à l'usage du gestionnaire d'infrastructure » définit les prescriptions communes (CPC) pour les qualifications de ce sous-domaine.

La qualification 09201 « Opérations au sol » fait appel aux tâches essentielles pour la sécurité (TES) H, I, J, K et L, et recouvre l'ensemble des opérations suivantes :

- Manœuvre des convois ;
- Formation des convois ;
- Reconnaissance à l'Aptitude au Transport (RAT) ;
- Desserte en ligne.

La qualification 09202 « Traction des trains » couvre la traction en autonomie des convois de SNCF Réseau utilisés dans le cadre d'un processus-travaux. Elle inclut la fonction d'accompagnement des trains de service portée par la TES G.

La qualification 09203 « Accompagnement des TTx » concerne la fonction d'agent trains-travaux (ATTx) définie par SNCF Réseau comme tâche de sécurité opérationnelle autre qu'essentielle (TSAE).

5.3.1.2.

Prérequis

Seuls les prestataires, en capacité de démontrer l'efficacité d'un système de management de la sécurité, sont éligibles à la qualification 09201 « Opérations au sol ».

Seules les entreprises titulaires d'un certificat de sécurité (CSU) ou d'un agrément de sécurité délivré par l'EPSF sont éligibles à la qualification 09202.

Une entreprise ne peut être attributaire de la qualification 09203 « Accompagnement des trains-travaux » que si elle est titulaire de la qualification 09201 « Opérations au sol ».

5.3.1.3.

Personnel chargé de la prestation

L'entreprise doit posséder les compétences nécessaires pour exercer son activité. En particulier, elle s'engage à respecter les dispositions réglementaires applicables sur le Réseau Ferré National et les dispositions particulières fixées dans le cahier des charges du marché. Les opérateurs intervenants dans le cadre de cette prestation, doivent être habilités C0.

5.3.1.4.

Matériel possédé par l'entreprise

L'entreprise doit utiliser des types d'outillages et d'agrès qui sont homologués par SNCF Réseau et veille à leur bon état de fonctionnement.

Pour prétendre à la qualification 09201, le candidat doit apporter la preuve qu'il possède en nombre suffisant le matériel suivant :

- Les outillages nécessaires (signalisation, cales antidérive, radio de commodité, les clefs de berne, clefs de cadenas, ...) ;
- Les agrès de sécurité nécessaires (torches, pétards, lanternes, drapeaux, trompes à grande puissance, ...).

Pour prétendre à la qualification 09202, le candidat doit apporter la preuve que les matériels roulants dont il dispose sont titulaires :

- Soit d'une Autorisation de Mise en Exploitation Commerciale (AMEC) ;
- Soit d'un agrément de circulation conforme aux dispositions de la REP RFN-CG-MR 03 A-00-n°003 *Matériel d'entreprises de travaux - agrément de circulation sur les lignes exploitées par la SNCF - maintenance - contrôle* (OP03005).

Pour prétendre à la qualification 09203, Le candidat doit apporter la preuve qu'il possède en nombre suffisant le matériel suivant :

- Les outillages nécessaires (AMCFA : appareil mobile de commande du frein automatique, signalisation, garde-corps, cales antidérive, radio de commodités, les clefs de berne, clefs de cadenas T1, ...) ;
- Les agrès de sécurité nécessaires (torches, pétards, lanternes, drapeaux, ...).

5.3.2. Qualification 09201 « Opérations au sol »

Pour la qualification 09201 « Opérations au sol », l'entreprise doit habilitier ses agents selon les prescriptions de l'arrêté du 7 mai 2015 *relatif aux tâches essentielles pour la sécurité ferroviaire autres que la conduite de trains*, et selon les conditions d'aptitudes physique et psychologique définies à l'IG97914, à l'ensemble des tâches essentielles de sécurité (TES) ci-après :

- TES H : Commander une manœuvre,
- TES I : Utiliser des installations de sécurité simples,
- TES J : Appliquer les règles de freinage et de composition des trains ou des convois du gestionnaire d'infrastructure (GI),
- TES K : Réaliser un essai de frein,
- TES L (CS2, 3, 8 exclues) : Vérifier la conformité d'un train ou d'un convoi du gestionnaire d'infrastructure.
- TSAE Pour un transport exceptionnel, effectuer le repérage spécifique, vérifier sa conformité par rapport aux instructions de l'avis spécifique.

5.3.3. Qualification 09202 « Traction des trains »

Pour la qualification 09202 « Traction des trains », l'entreprise doit :

- Certifier ses conducteurs pour la fonction de conducteur de train selon les prescriptions de l'Arrêté du 6 août 2010 relatif à la certification des conducteurs de train (y compris les conditions d'aptitude physique et psychologique). La certification comprend la délivrance de la licence européenne de conducteur de train par l'EPSF et l'attestation complémentaire (AC) par l'entreprise ferroviaire candidate à la qualification ;
- Disposer d'agents habilités selon les prescriptions de l'arrêté du 7 mai 2015 *relatif aux tâches essentielles pour la sécurité ferroviaire autres que la conduite de trains*, et selon les conditions d'aptitudes physique et psychologique définies dans l'IG97914, à la TES G (CS7 exclue) – Fonction d'Agent d'accompagnement des trains de service qui consiste à assurer, lorsque nécessaire, l'assistance au conducteur.

5.3.4. Qualification 09203 « Accompagnement des trains-travaux »,

Pour la qualification 09203 « Accompagnement des trains-travaux », l'entreprise doit former et habilitier ses agents selon les prescriptions de l'arrêté du 7 mai 2015 *relatif aux tâches essentielles pour la sécurité ferroviaire autres que la conduite de trains* et selon les conditions d'aptitudes physique et psychologique définies dans l'IG97914 pour :

- Le groupement de TES H+I+K « Chef de la manœuvre / agent de desserte », prérequis pour la TSAE AATTx.
- La TSAE opérationnelle d'agent trains de travaux (Spécificités liées à la circulation sur domaine fermé et aux convois de SNCF Réseau).

5.3.5. Qualification 09301 « Gestion opérationnelle des LAM »

5.3.5.1. Description

La prestation de service objet de cette qualification consiste pour SNCF Réseau à confier la gestion de la sécurité des déplacements, et des opérations de mise en voie et hors voie, d'un (ou plusieurs) Lorry Automoteur (LAM), à une entreprise externe qualifiée 09301.

Il s'agit donc d'une mission de sécurité tant du personnel, que des circulations.

Le document d'application MT08143 Livret technique des prestations « Prestations de sécurité connexes » définit les prescriptions pour cette qualification.

5.3.5.1. Personnel chargé de la prestation

Les opérateurs intervenant dans le cadre de cette prestation doivent être habilités TES M, à minima sur le périmètre ASP seul.

L'habilitation ASP intègre certaines compétences théoriques (déplacement seul dans les emprises ferroviaires, définition de la zone dangereuse, détection d'un engagement de gabarit, couverture d'obstacle, ...).

De plus, les opérateurs intervenant dans le cadre de cette prestation doivent être habilités « C0 » pour gérer le risque électrique.

Cette prestation est définie comme une « Tâche de Sécurité Autre qu'Essentielle » (TSAE) opérationnelle.

6. Principes généraux

Toute entreprise attributaire d'un contrat-cadre est une entreprise qualifiée dans le (ou les) domaine(s) concerné(s).

Une entreprise non qualifiée ou en cours de qualification ne peut être attributaire d'un contrat cadre, ni à titre individuel, ni dans le cadre d'un groupement avec une quelconque entreprise qualifiée.

Les gestionnaires techniques n'interviennent pas dans l'attribution des marchés.

7. Exigences des segments de qualifications SLG

7.1. Pièces constitutives du dossier

7.1.1. Définition de la politique et des objectifs de sécurité.

Le Manuel de Gestion de la Sécurité (SGS) de l'entreprise, doit reprendre les engagements de l'employeur dans le domaine de la sécurité, ainsi que les moyens mis en œuvre pour tenir les dits engagements.

7.1.2. Processus de maîtrise des risques.

Le SGS de l'entreprise, doit décrire son processus de maîtrise des risques, comprenant un Document Unique d'Evaluation des Risques (DUER). Un extrait du DUER portant sur le segment de qualification demandé doit figurer au dossier de qualification.

Le DUER étant un document opérationnel à destination des opérateurs, pour leur permettre de se prémunir des risques liés à leur activité, le SGS doit décrire le processus de déclinaison et de mise à disposition de celui-ci.

7.1.3. Organisation de l'entreprise.

Le SGS de l'entreprise, doit permettre l'identification des interlocuteurs du donneur d'ordres, l'identification des fonctions liées à la prestation, la prise en compte des interfaces avec les différents acteurs, le dimensionnement du personnel encadrant, ainsi que l'ensemble des délégations aux évaluateurs et éventuellement aux habilitants différents de l'employeur.

7.1.4. Gestion documentaire

Le SGS de l'entreprise, doit intégrer un processus de gestion documentaire comprenant l'élaboration, la validation/approbation, la diffusion des documents de sécurité et la revue documentaire.

7.1.5. Veille sécurité

Le SGS de l'entreprise, doit intégrer un processus de veille et démontrer l'exercice des contrôles de sécurité permettant de s'assurer que le personnel exerce ses fonctions en toute sécurité et dans le respect des procédures applicables et d'assurer le bouclage des mesures prises lorsque des écarts sont constatés. Des éléments factuels tels que des fiches prélèvement (non vierges), une analyse de la veille avec les conditions de traitement des écarts doit notamment être présents au dossier.

7.1.6. Retour d'Expérience (REX) et amélioration continue

Le SGS de l'entreprise, doit intégrer un processus de REX et démontrer, le cas échéant, l'exercice de celui-ci dont l'objectif est de contribuer à la connaissance et à l'identification des points de faiblesse affectant l'entreprise et de faciliter la prise de décisions éventuelles pour des améliorations du système global.

7.1.7. Reporting

Le SGS de l'entreprise, doit démontrer l'exercice du processus de Reporting sécurité, dont les indicateurs sont à définir avec le donneur d'ordres.

7.1.8. Audits

Le SGS de l'entreprise doit intégrer le principe ainsi que les conditions de contribution aux audits et inspections du donneur d'ordres ou aux audits et /inspections que voudrait mener l'EPSF.

7.1.9. Plan d'Action Sécurité (PAS)

Le SGS de l'entreprise, doit faire référence à un Plan d'Action Sécurité (PAS) annuel dans lequel sont déclinés les actions et objectifs sécurité à atteindre.

L'entreprise doit démontrer sa capacité à réviser son SGS conformément au processus de maîtrise des risques de l'entreprise.

7.1.10. Gestion des outillages et agrès

Le SGS de l'entreprise, doit intégrer un processus d'agrément, de maintenance et de contrôle des outillages et agrès (dès achat-réception) selon les principes définis par SNCF Réseau, et en démontrer l'efficacité opérationnelle. Des éléments factuels tels que des constats de vérification doivent notamment être présents au dossier.

7.1.11. Sous traitance

Le SGS de l'entreprise, doit intégrer un processus de suivi et de contrôle de la prestation d'éventuels sous-traitants.

Le recours au prêt de main d'œuvre entre sociétés, sous toutes ses formes, est interdit.

7.1.12. Formation et compétences

Le SGS de l'entreprise, doit intégrer un processus de formation, de suivi du maintien des compétences du personnel exerçant des prestations liées à la sécurité ferroviaire des travaux de l'infrastructure dans un contexte de polycompétence. Il doit démontrer sa mise en

application au cours des différentes phases de montée en compétence. Des éléments factuels tels que les documents liés à la formation, Cahier des Charges de Formation (CCFo), Réponse Pédagogique (RP), attestation de formation et les Modes Opératoires (ModOp) doivent notamment être présents au dossier.

Eléments à inclure dans les dossiers d'habilitation de suivi et de maintien des compétences.

7.1.13. Habilitations

Le SGS de l'entreprise, doit intégrer un processus d'habilitation du personnel et de veille de ses compétences. La veille réalisée sur les processus et missions liées à la sécurité du chantier doit être démontrée et mise en application au cours des différentes phases de montée en compétence. La présence d'un évaluateur entrant dans le circuit d'habilitation (adaptation au poste de travail) est obligatoire au sein de l'entreprise. Des éléments factuels tels que les Evaluations des Connaissances Professionnelles (ECP) et cartes d'habilitation signées mentionnant la TES ou TSAE concernée, doivent notamment être présents au dossier.

Ces processus et l'exhaustivité des dossiers doivent être conformes à l'arrêté du 7 mai 2015 et à l'arrêté du 06 août 2010 (missions de conduite).

7.1.14. Qualité / Environnement

L'entreprise doit posséder :

- La certification ISO 9001 dans le domaine concerné (Niveau qualité N3), ou le candidat dispose d'un Manuel d'Assurance Qualité (M.A.Q) et de dispositions pour établir des Plans d'Assurance Qualité (P.A.Q) à chaque opération sur laquelle il intervient (Niveau qualité N2)
- La certification ISO 14001, ou Manuel de Gestion Environnementale et procédures diffusables.
- La certification OHSAS 18001, ISO 45001 ou équivalent.

7.2. Complétude du dossier de qualification

7.2.1. Complétude administrative

Le dossier est déposé par l'entreprise prestataire, sur la plateforme e@si. Lorsque l'ensemble des éléments est jugé complet par la Direction Déléguée Qualité Sécurité Fournisseurs (DDQSF) pour la part administrative et financière, le dossier est transmis au Pôle Externalisation et Partenariats de la Direction Générale Industrielle et Ingénierie, Direction Qualité Sécurité (DGII DQS PEP).

7.2.2. Complétude technique

Les Gestionnaires Techniques de la DGII DQS PEP procèdent à l'instruction de la partie sécurité/technique du dossier. La complétude technique n'est déclarée effective que lorsque les exigences faisant l'objet du chapitre 6 sont satisfaites.

7.3. Complétude technique : Instruction du dossier

Les principes de l'instruction sont repris dans le logigramme de l'annexe n° 2 du présent texte.

7.3.1. Pré-requis – Activité de l'entreprise

Condition sine qua none à l'analyse du dossier :

L'entreprise doit justifier à minima d'une première activité sous supervision dans le domaine concerné par la demande de qualification, au cours des 12 mois qui suivent le dépôt du dossier de qualification.

L'instruction technique du dossier de qualification ne commence qu'à partir du moment où l'entreprise a débuté sa montée en compétence. (La conduite des trains, ne fait pas l'objet de montée en compétence).

Les étapes de la montée en compétence sont validées par les Retour d'Expérience (Rex), sur protocoles.

Un avis technique défavorable sera rendu s'il s'avère que l'entreprise ne justifie d'aucune activité dans le délai de 12 mois à partir de la date de dépôt du dossier.

Un avis technique défavorable sera rendu si l'entreprise ne justifie d'aucune activité pendant plus de 6 mois, entre 2 REX.

7.3.2. Délai d'instruction

Le dossier est instruit dans un délai de quatre mois à partir du moment où il est complet.

La complétude technique implique que l'entreprise soit à minima au niveau d'autonomie provisoire sous contrôle.

Tout report de traitement s'effectuera dans un délai ne pouvant excéder deux mois supplémentaires au délai initial. DG2I DQS PEP justifiera ce report le cas échéant.

7.3.3. Ordre de traitement des dossiers

Les dossiers sont traités dans l'ordre chronologique de réception et d'enregistrement par la DDQSF. Tout dossier ayant fait l'objet d'une demande de complément technique par la DGII DQS PEP perd son rang de traitement au profit du dossier suivant. Le dossier passe en fin de liste.

7.3.4. Périmètre d'instruction

7.3.4.1. Instruction pour une qualification initiale

Lorsqu'une entreprise dépose un 1er dossier de qualification sur un segment de prestation pour une mission de sécurité, celui-ci fait l'objet d'une instruction sur l'ensemble des pièces constitutives du dossier.

Le tableau servant de support à l'instruction initiale fait l'objet de l'annexe 3.

7.3.4.2. Instruction complémentaire

Lorsqu'une entreprise est déjà qualifiée sur un segment de prestation pour une mission de sécurité, son SGS ayant déjà fait l'objet d'un examen détaillé, l'instruction ne porte plus que sur les compléments propres à la mission.

Le tableau servant de support à l'instruction complémentaire fait l'objet de l'annexe 4.

7.3.4.3. Instruction pour renouvellement

Lorsqu'une entreprise dépose un dossier de renouvellement de qualification sur un segment de prestation pour une mission de sécurité, celui-ci fait l'objet d'une instruction sur l'évolution de son SGS, sa veille et le reporting portant sur l'ensemble de ses activités.

Le tableau servant de support à l'instruction pour renouvellement fait l'objet de l'annexe 5.

7.3.5. Demande de compléments

Tout dossier incomplet vis-à-vis des spécifications du chapitre 6, fait l'objet d'une demande de complément formulée par la DGII DQS PEP.

Le délai de réponse de l'entreprise concernée est d'un mois calendaire.

Un avis technique défavorable sera rendu si :

- Aucune réponse n'a été apportée par l'entreprise,
- La réponse est transmise au-delà du délai de 1 mois calendaire,
- La réponse transmise, ne correspond pas à la demande.

Il est important de noter qu'une unique demande de complément est adressée à l'entreprise pour un même dossier de qualification.

7.3.6. Visite siège

Dans le cadre de l'instruction des dossiers de qualification, la DGII DQS PEP effectue une visite systématique du siège de l'entreprise. Cette visite n'est programmée, que lorsque le dossier est complet et instruit dans sa globalité. Cette visite a pour objectif de vérifier les conditions effectives de mises en œuvre de certains processus, et notamment l'organisation des structures, les dossiers agent et les conditions de gestion de l'outillage. Cette visite n'est en principe réalisée qu'une fois, lors de l'instruction initiale du 1er dossier de qualification sur un segment de prestation pour une mission de sécurité.

7.3.7. Points d'arrêt – Points d'attention

A l'issue de l'instruction d'un dossier et de la visite siège, il peut subsister un ou plusieurs points en écart avec les exigences des principes de la qualification. Les écarts sont répartis selon deux catégories :

Point d'arrêt : Un avis technique favorable pour une qualification ne peut être délivré qu'à la levée du(es) point(s) d'arrêt,

Point d'attention : Les points d'attention font l'objet d'un bouclage au cours de l'audit réalisé durant la période de qualification.

7.4. Complétude technique : Suivi d'activité

Outre la complétude du dossier, l'entreprise doit être en capacité d'intervenir en autonomie, au moment où elle est qualifiée à l'essai. Pour cela, les éléments suivants sont incontournables.

7.4.1. Montée en compétence

L'entreprise doit avoir une pratique reconnue de la mission, dans le segment demandé et avoir atteint, à minima, le niveau d'autonomie provisoire sous contrôle. Pour cela elle doit présenter des Retour d'Expérience (REx) représentatifs de la maîtrise de la mission dans sa globalité.

Une entreprise ne peut valider son autonomie définitive sans avis formel d'une ou de plusieurs entité(s) utilisatrice(s) SNCF Réseau. Avis conforté par les contrôles SNCF Réseau pratiqués dans le cadre d'un protocole.

La montée en compétence en sous traitance d'un mandataire est interdite.

7.4.2. Evaluator

L'entreprise doit avoir, à minima, un évaluateur, validé par DGII DQS PEP, dans son encadrement, pour permettre de piloter l'adaptation au poste de travail et d'assurer l'ECP en lien avec l'habilitation des opérateurs, excepté pour le domaine de la conduite.

L'entreprise doit s'assurer que le profil des candidats à la fonction d'évaluateur, sont en tous points conformes aux exigences de l'arrêté du 07 mai 2015 et de l'arrêté du 06 août 2010.

La validation des évaluateurs, est réalisée sur la base d'une interrogation formalisée éliminatoire portant sur une ou plusieurs missions de sécurité, suivie d'un entretien présentiel destiné à évaluer la connaissance qu'a le candidat, du système ferroviaire, du SGS de son entreprise ainsi que sa capacité managériale à assurer sa mission en mode nominal ou dégradé. Les évaluateurs présentés sont en contrat avec l'entreprise (entité juridique) dans laquelle ils réalisent les ECP. Le recours à du personnel intérimaire, du personnel de prêt, sous toute forme, dans le cadre du processus de montée en compétence, est formellement interdit.

Le nombre d'évaluateurs par entreprise est fixé, en moyenne, à 1 évaluateur pour 10 opérateurs.

7.4.3. Habilitations / Autorisations

L'entreprise qui intervient en autonomie doit avoir des opérateurs habilités ou autorisés, conformément au processus décrit dans son SGS, lui-même en conformité avec les exigences de l'arrêté du 07 mai 2015 et de l'arrêté du 06 août 2010.

7.5. Avis technique

L'avis est rendu par le gestionnaire technique suite à l'analyse des différents éléments cités ci-avant. **La délivrance d'un avis favorable par le gestionnaire technique ne signifie pas que l'entreprise est qualifiée**, la qualification est décidée par la DDQSF.

Lorsqu'un avis favorable est rendu, et qu'il est assorti de la délivrance d'une qualification par la DDQSF, celle-ci est délivrée pour une période de 4 ans.

7.6. Suivi des entreprises durant la période de qualification

Le suivi des entreprises est assuré dans les conditions du texte du référentiel national GF01106, tant pour ce qui est des audits que des intentions de sanction ou sanctions.

8. Processus de montée en compétence

8.1. Processus de Montée en compétence

La montée en compétence et le niveau de maîtrise des entreprises prestataires est défini selon les quatre critères suivants :

8.1.1. Prise de connaissance

Pour la phase de prise de connaissance et de mise en pratique, l'entreprise n'a pas d'opérateurs habilités ou autorisés à la mission, sauf prérequis éventuels (TES M ou C0 par exemple).

Il n'y a pas d'obligation de rédiger un protocole, car il n'y a pas d'externalisation d'une mission de sécurité. Il y a lieu de rédiger une convention (type convention de stage) qui sera signée par les 2 parties. La convention doit être intégrée aux documents de co activité.

Il n'y a pas d'obligation de réaliser des contrôles.

8.1.2. Supervision

Pour la phase de supervision, l'entreprise n'a pas d'opérateur habilité ou autorisé à la mission, sauf prérequis éventuels (TES M ou C0 par exemple).

L'entité SNCF réseau utilisatrice et l'entreprise prestataire, doivent obligatoirement rédiger un protocole.

Le pas de contrôle à ce niveau de maîtrise est repris dans l'article 7.3.1 du présent texte.

A l'achèvement de la mission, un REX est réalisé entre l'entreprise, l'entité SNCF réseau utilisatrice et la DGII DQS PEP, pour évaluer le niveau de maîtrise des opérateurs et donner un avis sur la pertinence de l'entreprise à habilitier ses opérateurs et à passer au niveau de maîtrise supérieur.

L'amortissement et la signature de la fiche de travail (ou consigne) sont à la charge du superviseur de SNCF réseau.

8.1.3. Supervision sous convention de formation

Pour la phase de supervision sous convention de formation, l'entreprise non qualifiée n'a pas d'opérateur habilité ou autorisés à la mission, sauf prérequis éventuels (TES M ou C0 par exemple).

L'entité SNCF réseau utilisatrice, l'entreprise qualifiée et l'entreprise en montée en compétence, doivent obligatoirement rédiger une convention de formation.

Le pas de contrôle à ce niveau de maîtrise est repris dans l'article 7.3.1 du présent texte.

A l'achèvement de la mission, un REX est réalisé entre l'entité territoriale de SNCF réseau, l'entreprise détentrice de(s) la qualification(s), l'entreprise non qualifiée et la DGII DQS PEP, pour évaluer le niveau de maîtrise des opérateurs et donner un avis sur la pertinence de l'entreprise non qualifiée à habilitier ses opérateurs et à passer au niveau de maîtrise supérieur.

Cette phase est réalisée sous la responsabilité de l'entreprise détentrice de(s) la qualification(s).



La supervision vise à s'assurer de la capacité de l'entreprise à mettre en œuvre son processus de management de la sécurité pour la prestation concernée. Quelle que soit l'expérience des opérateurs et des encadrants, le 1er chantier d'une entreprise dans un segment donné, doit systématiquement être réalisé sous supervision.

8.1.4. Autonomie provisoire sous contrôle

Pour la phase d'autonomie provisoire sous contrôle, les opérateurs de l'entreprise prestataire, doivent être habilités ou autorisés à la mission, y compris les prérequis (TES M ou C0 par exemple).

L'entreprise possède un ou plusieurs évaluateurs validés par la DGII DQS PE dans son organigramme.

Les opérateurs de l'entreprise sont habilités, à défaut l'entreprise est en capacité d'assurer seule, leur montée en compétence et leur habilitation. L'entité SNCF réseau utilisatrice et l'entreprise prestataire, doivent obligatoirement rédiger un protocole.

Le pas de contrôle à ce niveau de maîtrise est repris dans l'article 7.3.2 du présent texte.

A l'achèvement de la mission, un REX est réalisé entre l'entreprise, l'entité SNCF réseau utilisatrice et la DGII DQS PEP, pour évaluer le niveau de maîtrise des opérateurs de l'entreprise ainsi que sur sa capacité à passer au niveau de maîtrise supérieur.

L'amortissement et à la signature de la fiche de travail sont à la charge de l'évaluateur (ou d'un opérateur habilité maîtrisant la prestation) de l'entreprise prestataire.

8.1.5. Autonomie provisoire sous contrôle sous convention de formation

Pour la phase d'autonomie provisoire sous contrôle, les opérateurs de l'entreprise non qualifiée, doivent être habilités ou autorisés à la mission, y compris les prérequis (TES M ou C0 par exemple).

L'entité SNCF réseau utilisatrice, l'entreprise qualifiée et l'entreprise en montée en compétence, doivent obligatoirement rédiger une convention de formation.

Le pas de contrôle à ce niveau de maîtrise est repris dans l'article 7.3.2 du présent texte.

A l'achèvement de la mission, un REX est réalisé entre L'entité territoriale de SNCF réseau, l'entreprise détentrice de(s) la qualification(s), l'entreprise non qualifiée et la DGII DQS PEP, pour évaluer le niveau de maîtrise des opérateurs et donner un avis sur la pertinence de l'entreprise non qualifiée à passer au niveau de maîtrise supérieur.

Cette phase reste sous la responsabilité de l'entreprise détentrice de(s) la qualification(s), tant que que la mission est réalisée sous la commande qui fait l'objet de la présente convention.

8.1.6. Autonomie définitive

Pour la phase d'autonomie définitive, la DGII DQS PEP a donné un avis technique favorable pour la qualification de l'entreprise (à l'essai dans un premier temps)

L'entreprise possède un ou plusieurs évaluateurs validés par la DGII DQS PEP dans son organigramme.

Les opérateurs de l'entreprise sont habilités, à défaut l'entreprise est en capacité d'assurer seule, leur montée en compétence et leur habilitation.

Les gestionnaires techniques DGII DQS PEP ont formulé un avis favorable à la qualification de l'entreprise sur les dossiers concernés, au regard des exigences du chapitre 6.

L'entité SNCF réseau utilisatrice et l'entreprise prestataire, peuvent rédiger une consigne d'organisation, mais le protocole n'est plus obligatoire. ! Attention à la redondance des documents notamment avec les documents liés à la co-activité.

L'entreprise apparaît dans l'application e@si, comme qualifiée dans le(s) segment(s) concerné(s).

Le pas de contrôle à ce niveau de maîtrise est repris dans l'article 7.3.3 du présent texte.

L'amortissement et la signature de la fiche de travail sont à la charge de l'opérateur de l'entreprise prestataire et sous l'entière responsabilité de l'entreprise prestataire.

8.2. Processus de Montée en compétence sous convention de formation

La montée en compétence d'une entreprise est réalisée par SNCF Réseau ou par une entreprise déjà qualifiée dans le segment. La montée en compétence par une entreprise qualifiée ne peut être réalisée qu'avec l'accord de l'entité territoriale sur le territoire de laquelle se déroule le chantier. La commande est passée à l'entreprise qualifiée et le(s) contrôle(s) à la charge de SNCF Réseau doi(ven)t, dans la mesure du possible être réalisé(s)

lorsque l'entreprise en phase de montée en compétence, intervient. Toute nouvelle entreprise souhaitant développer son activité sur une prestation SLG, doit prendre en compte, qu'elle seule est en responsabilité de trouver un ou plusieurs partenaire(s), pour assurer sa montée en compétence. **La DDQSF et/ou les gestionnaires techniques, n'interviennent pas dans la recherche de partenariat, qu'il soit interne ou externe.**

Le processus de montée en compétence sous convention de formation, **n'est pas autorisé pour la prestation HMT SEG 1 & 2**, pour laquelle le superviseur doit être agent de maîtrise ou un cadre de la spécialité, de SNCF Réseau.

8.3. Audit et contrôles

Afin de garantir la conformité de l'exécution de la prestation par rapport aux engagements du Prestataire, des Audits et contrôles sont réalisés par le donneur d'ordre.

Le contrôle portera notamment sur la réalisation opérationnelle de la mission, dans les proportions reprises ci-dessous, en fonction du niveau de compétence de l'entreprise prestataire :

8.3.1. Entreprise au niveau « Supervision » sur le segment concerné (contrôles sur chaque opérateur de l'entreprise prestataire) :

- Chaque opérateur de l'entreprise prestataire devra faire l'objet d'une supervision et d'un contrôle de sa prestation, jusqu'à assurance de la maîtrise de la prestation.
- Puis un contrôle à chaque séance de travail pendant la 1ère semaine qui suit la maîtrise de la prestation.
- A partir de la deuxième semaine, 2 contrôles hebdomadaires
- A partir du 2ème mois 1 contrôle toutes les semaines.
- Le taux de contrôle minimum ci-dessus devra être également respecté, par l'entreprise prestataire.
- La périodicité des contrôles, devra être reconduite à chaque nouvelle commande.
- Un REX sera réalisé à l'issue de la commande.

8.3.2. Entreprise au niveau « Autonomie provisoire sous contrôle » sur le segment concerné (contrôles sur l'entreprise prestataire) :

- L'entreprise prestataire devra faire l'objet d'un contrôle de sa prestation au cours de la première séance de travail, suivi de 2 contrôles au cours de la première semaine.
- A partir de la deuxième semaine, un contrôle hebdomadaire et à partir du 2ème mois d'un contrôle toutes les 2 semaines.
- Le taux de contrôle minimum ci-dessus devra être également respecté, par l'entreprise prestataire.

- La périodicité des contrôles, devra être reconduite à chaque nouvelle commande.
- Un REX sera réalisé à l'issue de la commande.

8.3.3. Entreprise au niveau « Autonomie définitive » ou qualifiée dans le segment concerné (contrôles sur l'entreprise prestataire) :

- Commande d'une durée < 3 mois ; L'entreprise prestataire devra faire l'objet d'un contrôle en phase opérationnelle au début de la commande.
- $3 \text{ mois} < \text{Commande} \leq 1 \text{ an}$; L'entreprise prestataire devra faire l'objet d'un contrôle en phase opérationnelle supplémentaire, en plus du contrôle en début de la commande.
- Commande d'une durée $> 1 \text{ an}$; L'entreprise prestataire devra faire l'objet d'un contrôle en phase opérationnelle supplémentaire annuel.
- L'entreprise prestataire devra appliquer le taux de veille, décrit dans son SGS.

Les résultats de ces contrôles alimentent un système d'évaluation pouvant éventuellement remettre en cause la qualification du Prestataire ainsi que sa participation au marché en cours ou à de futurs marchés.

Sur chaque marché, la prestation sera évaluée systématiquement selon une grille de contrôle dont la forme est définie par le donneur d'ordre.

Ces mesures (audit, contrôles sur chantier et revue) prises par SNCF RÉSEAU, n'ont vocation qu'à s'assurer de l'existence et de la cohérence du dispositif de sécurité, et ne sont pas de nature à exonérer le Prestataire de sa responsabilité au titre du dispositif qu'il a conçu, mis en place et mis en application, notamment de la veille de son personnel.

8.4. Augmentation de montant

Compte tenu du processus de montée en compétence, les entreprises de prestations SLG ne font pas l'objet d'une qualification à l'essai. Néanmoins l'avis favorable est rendu, sur la base du montant minimum du segment.

A partir d'un an de qualification, l'entreprise peut demander une augmentation du montant. Celle-ci pourra être accordé, en fonction des indicateurs du reporting sécurité périodique, de la durée et de la continuité d'exercice dans le domaine concerné.

9. Suivi des entreprises qualifiées

9.1. Organigramme

L'entreprise doit fournir annuellement un organigramme à jour de son encadrement.

9.2. Manuel de Gestion de la Sécurité

L'entreprise doit fournir un SGS à jour de la dernière version, à chaque revue documentaire.

9.3. Activité de l'entreprise qualifiée

L'entreprise doit fournir périodiquement un reporting sécurité chiffré, de son activité.

- La périodicité est quadrimestrielle pour les entreprises retenues dans les accords cadre.
- La périodicité est annuelle pour les entreprises hors accords cadre.

Le tableau servant de support au reporting sécurité périodique, fait l'objet de l'annexe 6.

10. Renouvellement de la qualification – Prestations de sécurité logistiques

La demande de renouvellement est effectuée par l'entreprise qualifiée avant l'expiration du délai de quatre ans pour lequel la qualification est prononcée.

Le renouvellement de la qualification sur prestations sécurité logistiques est conditionné par le respect des exigences faisant l'objet du chapitre 6, notamment l'article 6.3.5 pour les demandes de compléments et le reporting sécurité périodique (annexe 6).

11. Seuils financiers

Les seuils financiers des qualifications du domaine des prestations sécurité logistique sont les suivants :

- Domaine 05 PRESTATIONS D'ANNONCE DES CIRCULATIONS

- 80 000 – 300 000 – 750 000 – SL
- Domaine 08 PRESTATIONS FIXES
 - 20 000 - 80 000 – 150 000 – 300 000 – 750 000 – 1 500 000 – SL
- Domaine 09 PRESTATIONS MOBILES
- Qualifications 09200 Prestations trains à l’usage du gestionnaire d’infrastructure :
 - 80 000 – 300 000 – 750 000 - SL
- Qualification 09301 Gestion opérationnelle des LAM
 - 80 000 -300 000-750 000- SL

Ces seuils sont exprimés en EUROS hors TVA, ils sont définis pour l’ensemble du domaine et sont valables pour toutes les qualifications correspondantes.

Sur le portail achats SNCF e@si, le seuil SL (Sans Limite) est indiqué par la valeur de seuil de 1 000 000 000€ portée dans le champ correspondant.

12. Obligations du prestataire

Le prestataire a l’obligation d’informer les entités utilisatrices en cas de mesures de sanctions tels qu’elles sont définies dans le chapitre 14 du texte GF01106.

Le prestataire de conduite, a l’obligation de fournir son certificat de sécurité au gestionnaire technique, à l’occasion de chaque renouvellement de celui par l’EPSF.

Le prestataire a l’obligation d’informer la DDQSF en cas de suspension de son Certificat de Sécurité par l’EPSF, afin de suspendre la qualification correspondante.

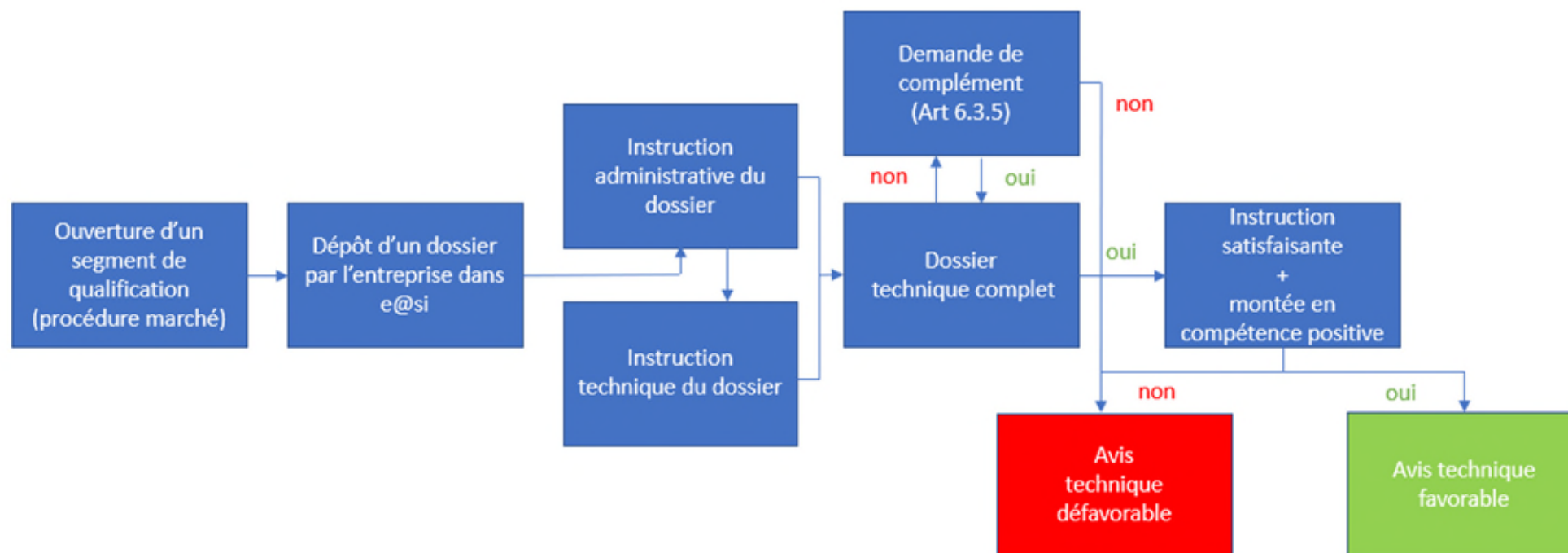
13. Coordonnées du service technique

Le gestionnaire technique du système de qualification est repris dans le texte GF01106 pour chacun des segments concernés.

Annexe 1 Nomenclature des qualifications et des catégories e@si, qualifications induites

Nomenclature	Qualification	Catégorie e@si
DOMAINE 05	PRESTATIONS D'ANNONCE DES CIRCULATIONS	
05001	Mission d'annonce humaine des circulations	2899
05002	Mission d'annonce des circulations de type automatique	2900
05003	Mission d'annonce des circulations de type DAPR - Dispositif d'Annonce Portatif Radio	2901
DOMAINE 08	PRESTATIONS FIXES	
08200	RESERVE	
08230	Prestation dépose/repose d'IES sur chantier Voie	2915
08240	Prestations pour les opérations de travaux de maintenance sur la voie	Réservé
08300	Prestataire S9	2977
08401	Agent Prestataire Passage à Niveau	2978
08402	Garde Passage à Niveau en Travaux	2979
08501	Protection électrique caténaire	2980
08502	Retour courant de traction	Réservé
DOMAINE 09	PRESTATIONS MOBILES	
09200	Prestations trains à l'usage du gestionnaire d'infrastructure	
09201	Opérations au sol	2917
09202	Traction des trains	2918
09203	Accompagnement des trains-travaux	2919
09301	Gestion opérationnelle des LAM	2920

Annexe 2 Principes d'instruction



Annexe 3 Instruction initiale

Critère	Sujet	Référence dossier entreprise	Constat	Manquement ou écart relevé	Date de l'examen	Examineur	Complément Préconisations
CJ	Déclaration sur l'honneur						
CEF	Éléments du bilan et du compte de résultat des deux derniers exercices, pour les entreprises françaises, ou équivalent pour les entreprises étrangères. Résultats de l'enquête financière						
CTP (MGS)	Définition de la politique de sécurité et des objectifs de sécurité.						
	Processus de maîtrise des risques.						
	Organisation de l'entreprise, notamment l'identification des interlocuteurs du donneur d'ordres, l'identification des fonctions liées à la prestation, la prise en compte des interfaces avec les différents acteurs, le dimensionnement du personnel encadrant.						
	Processus de gestion documentaire comprenant l'élaboration, la validation/approbation, la diffusion des documents de sécurité et la revue documentaire.						
	Exercice des contrôles de sécurité permettant de s'assurer que le personnel exerce ses fonctions en toute sécurité et dans le respect des procédures applicables et d'assurer le bouclage des mesures prises lorsque des écarts sont constatés (Exemple de fiches de contrôles utilisées à Joindre).						
	Exercice du retour d'expérience (REX) dont l'objectif est de contribuer à la connaissance et à l'identification des points de faiblesse affectant la production de l'entreprise de faciliter la prise de décisions éventuelles pour des améliorations du système global.						
	Reporting sécurité, dont les indicateurs sont à définir avec le donneur d'ordres.						
	Contribution aux audits/inspections du donneur d'ordres ou aux audits/inspections que voudrait mener l'EPSP.						
	Plan d'Action Sécurité						
	Revision du Manuel de Gestion de la Sécurité conformément au processus de maîtrise des risques de l'entreprise.						
COM	Dispositions pour établir des Plans d'Assurance Sécurité à chaque opération sur laquelle il intervient.						
	Processus d'agrément, de maintenance et de contrôle des outillages et agrès selon les principes définis par SNCF Réseau.						
	Les modalités de suivi et de contrôle de la prestation d'éventuels sous-traitants.						
	La formation, le suivi, le maintien des compétences du personnel exerçant des prestations liées à la sécurité ferroviaire des travaux de l'infrastructure.						
ES	Le processus d'habilitation du personnel et de veille de ses compétences. La veille réalisée sur les processus et missions liées à la sécurité du chantier.						
	Certification ISO 9001 dans le domaine concerné (Niveau qualité N3), ou le candidat dispose d'un Manuel d'Assurance Qualité (M.A.Q.) et de dispositions pour établir des Plans d'Assurance Qualité (P.A.Q.) à chaque opération sur laquelle il intervient (Niveau qualité N2).						
	Certification ISO 14001, Manuel de Gestion Environnementale et procédurales diffusables.						
	Certification OHSAS 18001, ISO 45001 ou équivalent.						
	Exigence de maîtrise de la langue française, par le personnel chargé des prestations, qui nécessite un niveau de pratique suffisant pour permettre la mise en oeuvre des procédures de sécurité écrites et orales ainsi que les échanges d'information, notamment en situation perturbée et en cas d'urgence (Niveau B1 européen).						

Public

IG00368

Société nationale SNCF SA - SNCF Réseau SA - SNCF Voyageurs SA - SNCF Gares & Connexions SA - Fret SNCF SAS

Page 25

Diffusable SNCF RESEAU

[Retour Sommaire](#)

Annexe 4 Instruction complémentaire

Critère	Sujet	Référence dossier entreprise	Constat	Manquement ou écart relevé	Date de l'examen	Examineur	Complément Préconisations
CTP (MGS)	Risque propre au complément, identifié dans le Document Unique DU						
	Identification des fonctions, référents et opérateurs avec les délégations correspondantes						
	Présence des éléments concernant le complément dans le plan de veille, notamment la veille réalisée au cours des protocoles, y compris les fiches de contrôle.						
	Présence de REX sur protocoles concernant le complément.						
	Présence des agrès et outils propre à la mission complémentaire, dans le registre outillage						
	Formation propre au complément, intégrée au dossier agent. Modes opératoires en cohérence avec le complément.						
	Habilitation y compris processus propre au complément, intégrée au dossier agent, REX sur protocoles réalisés.						

Annexe 5 Renouvellement de qualification

Critère	Sujet	Référence dossier entreprise	Constat	Manquement ou écart relevé	Date de l'examen	Examinateur	Complément Préconisations
MGS	Mise à jour du processus de maîtrise des risques.						
	Mise à jour des structures et organigramme des derniers mouvements de personnel						
	Suivi d'agrément, de maintenance et de contrôle des outillages et agrès selon les principes définis par SNCF Réseau						
	Revue documentaire, évolution motivée des versions notamment le MGS						
Veille	Registre d'habilitation du personnel et veille des compétences.						
	Plan de veille avec suivi précurseurs et dérives collectives, le cas échéant.						
	Suivi du Plan d'Action Sécurité						
Reporting	Pourcentage des contrôles M+						
	Exercice du retour d'expérience REX sur incidents interne. (Pas uniquement sur ES(R) ou EHPG)						
	Chantiers réalisés (ou en cours) sur le segment concerné et nombre de jours						
	Reporting sécurité, dont les indicateurs sont définis dans les Exigences Spécifiques de Qualification ESQ.						
Particularité conduite	La conformité du certificat de sécurité ferroviaire						

Public

IG00368

Société nationale SNCF SA - SNCF Réseau SA - SNCF Voyageurs SA - SNCF Gares & Connexions SA - Fret SNCF SAS

Page 27

Diffusable SNCF RESEAU

[Retour Sommaire](#)

Annexe 6 Reporting Sécurité périodique

Reporting pour la période de à

Reporting Sécurité SEF et SST

Nom du prestataire
Appartenance à un Groupe
Groupement dans un Accord
Cadre

Nom du prestataire

groupe Yy

Mandataire / membre du groupement Zz

Segment SLG	Veille interne prestataire					Evenements Sécurité Ferroviaire				Volume de Production			Indicateur Performance Sécurité			Nombre d'habilitations	Effectifs	Nombre d'évaluateurs	Nombre de référents techniques
	S	A	M	I	%M+I	B2	B1	Total	REX	B2	B1	Total	B2	B1	Total		Nombre d'agents		
Annexes & connexes	ANN																		
	ASP																		
	Agent LAM																		
	APS9																		
	Intervenant PN																		
	Si total Annexes & connexes																		
PEC (N)	H1B1																		
	H3B3																		
	Demandeur de Consignation C																		
	Si total PEC																		
Convoy G1	Opérations au sol																		
	Conduite																		
	Accompagnement TTx																		
	Si total Convoy G1																		
IMT	HMT SEG1 et 2																		
	Si total IMT																		
	TES M Agent seul																		
	Total																		

Organisation / Effectifs

Effectifs de l'entreprise à date du reporting personnes
Turn over %
Taux d'encadrement technique %
Taux de sous traitance %
Nombre d'heures de formation ou "recyclage" heures

Santé Sécurité au Travail - CARSAT

Taux de Fréquence (TF) sur un an glissant
Taux de Gravité (TG) sur un an glissant

(*) PEC : Le reporting concerne le périmètre des prestations SLG et comprend aussi, dans le cas de travaux caténaire, le perchage réalisé au titre de ces travaux.

Public

IG00368

Société nationale SNCF SA - SNCF Réseau SA - SNCF Voyageurs SA - SNCF Gares & Connexions SA - Fret SNCF SAS

Fiche d'identification

Identification du texte

<i>Titre</i>	Exigences spécifiques au processus de qualification dans le domaine de prestations de sécurité logistique
<i>Référentiel</i>	Référentiel Gestion Finances
<i>Nature du texte</i> <i>Niveau de confidentialité</i>	Organisation et méthode Public Société nationale SNCF SA - SNCF Réseau SA - SNCF Voyageurs SA - SNCF Gares & Connexions SA - Fret SNCF SAS
<i>Sécurité</i>	Non
<i>Émetteur</i>	DGII - Direction Qualité Sécurité - PEP Pôle Externalisation et Partenariat
<i>Référence</i> <i>Index utilisateur (plan de classement)</i> <i>Complément à l'index utilisateur</i> <i>Ancienne référence</i>	IG00368 (AG 4 B 1)
<i>Date d'édition</i>	25-04-2021
<i>Version en cours / date</i>	Version 033 du 05-09-2022
<i>Date d'application</i>	Applicable dès réception
<i>Mode de distribution initiale</i>	Standard

Approbation

Rédacteur·rice·s		Vérificateur·rice·s	
Christophe POTTIER DGII DQS PEP	24/08/2022	Manuel DELBOIS DGII DQS PEP	25/08/2022
		Roger SALAS DGII DQS PEP	05/09/2022
Approbateur·rice·s		Administrateur·rice·s	
Laurent BOUTIN DGII DQS	05/09/2022	Julie JOLLY VAILLER	06/09/2022

Public

IG00368

Société nationale SNCF SA - SNCF Réseau SA - SNCF Voyageurs SA - SNCF Gares & Connexions SA - Fret SNCF SAS

Textes abrogés

- Néant

Textes de référence

- *Qualification et suivi des entreprises dans le domaine des projets d'infrastructures ferroviaires, **GF01106**.*

Historique des éditions et des versions

<i>Edition</i>	<i>Version</i>	<i>Date de version</i>	<i>Date d'application</i>
05/09/2022	01	05/09/2022	Dès reception

Mise à disposition / distribution

Type de média : Intranet

Distribution

<i>Organismes de la direction de l'entreprise sans distribution par indicatif</i>	
<i>Indicatifs de distribution de SNCF</i>	AJR, AST, CAI, CCF, R28, R62
<i>Indicatifs de distribution de SNCF RESEAU</i>	AP, APMOA, CIDF, COSECV, DFAR, DMREXTI, DSSRR, ESCI, ESTI, ESTIQSE, ESTITX1, MTCSV, MTFORM, MTPROD, MTQSE, MTSES, MTT, SE, SV, SV10, SV106, SV30, SV99, SVITX, SVQS, SVU
<i>Indicatifs de distribution de SNCF VOYAGEURS</i>	AGTT, GF, GF2, GF3
<i>Indicatifs de distribution de SNCF GARES & CONNEXIONS</i>	
<i>Indicatifs de distribution de SNCF FRET</i>	
<i>Collections communes à l'ensemble des 5 sociétés</i>	

Restrictions et particularités de distribution

<i>Entités concernées par cette version du texte</i>	
<i>Particularités de distribution</i>	

Services chargés de la distribution

- Pas de distribution papier

Résumé

Ce document complète le référentiel GF01106 « Qualification et suivi des entreprises dans le domaine des projets d'infrastructure ferroviaires » et en précise l'application pour le domaine des prestations sécurité logistique.

Public

IG00368

Société nationale SNCF SA - SNCF Réseau SA - SNCF Voyageurs SA - SNCF Gares & Connexions SA - Fret SNCF SAS

Page 31

COPIE non tenue à jour du 11/10/2022

Fiche d'amélioration IG00368

Afin d'enrichir ce document, les remarques et observations communiquées sont mémorisées pour une prise en compte lors de la prochaine version du document.

COORDONNÉES DU REDACTEUR DE LA FICHE

Nom : Prénom : Date :

Poste occupé : Entité :

Adresse :
.....
.....

Tel : Email :

OBSERVATIONS

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

SUITES DONNÉES PAR DGII - Direction Qualité Sécurité - PEP du texte ET RÉPONSE AU REDACTEUR DE LA FICHE (Après avis du supérieur hiérarchique)

.....
.....
.....
.....

SERVICE GESTIONNAIRE

Information à compléter par l'organisme émetteur du texte.

Adresse postale et nom du service gestionnaire : *Obligatoire*

Téléphone : *Facultatif*

Adresse mail du service gestionnaire : *Facultatif*